

CEREMA – Direction territoriale des Hauts-de-France

Conférence technique territoriale "Risques naturels et changement climatique dans la région Hauts-de-France"

Lille – 25 novembre 2025

Freins, leviers et perceptions autour des batardeaux : enseignements d'une enquête nationale pour renforcer l'adaptation au risque d'inondation

Nicolas VERLYNDE

Ingénieur de recherche – MAYANE Résilience Center

Chercheur associé – Laboratoire Territoires, Villes, Environnement & Société (ULR 4477)



Plan de présentation

1. Contexte de l'enquête
2. Méthodologie et population interrogée
3. Résultats : perception, passage à l'action et freins
4. Comprendre les conditions de mise en œuvre
5. Pistes d'adaptation pour renforcer l'adaptation

Contexte de l'enquête



Mayane Résilience Center

- Bureau d'études + centre de recherche appliquée
- Trois volets : accompagnement / formation / sensibilisation

Le diagnostic de vulnérabilité à l'inondation

- Informer sur le risque
- Identifier les points de vulnérabilité
- Proposer des solutions



Diagnostics de vulnérabilité : à gauche : Entente Oise Aisne - septembre 2022 ; à droite : Nantes Métropole – Février 2021

Le batardeau

Barrière amovible placée devant les ouvertures pour empêcher l'eau d'entrer



Installation d'un batardeau – Entente Oise
Aisne – septembre 2022

Pourquoi c'est préconisé ?

- simple – efficace – subventionnable (Fonds Barnier)

Constat : peu de ménages s'équipent pour se protéger



**Besoin
d'enquête**

Méthodologie

Enquête :  Mayane
Resilience Center



Soutenu par



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT,
ET DE LA PRÉVENTION
DES RISQUES

Liberté
Égalité
Fraternité

Période : août 2023 -> janvier 2024

318 questionnaires complets (sur 925 participants)

Public : bénéficiaires d'un diagnostic de vulnérabilité à l'inondation

Outil d'enquête : questionnaire en ligne, anonyme, auto-administré

Objectifs : comprendre les pratiques, leviers et freins à l'équipement

Limites et posture analytique

Limites méthodologiques :

- Biais de mobilisation
- Données déclaratives
- Sur-représentation de quelques territoires

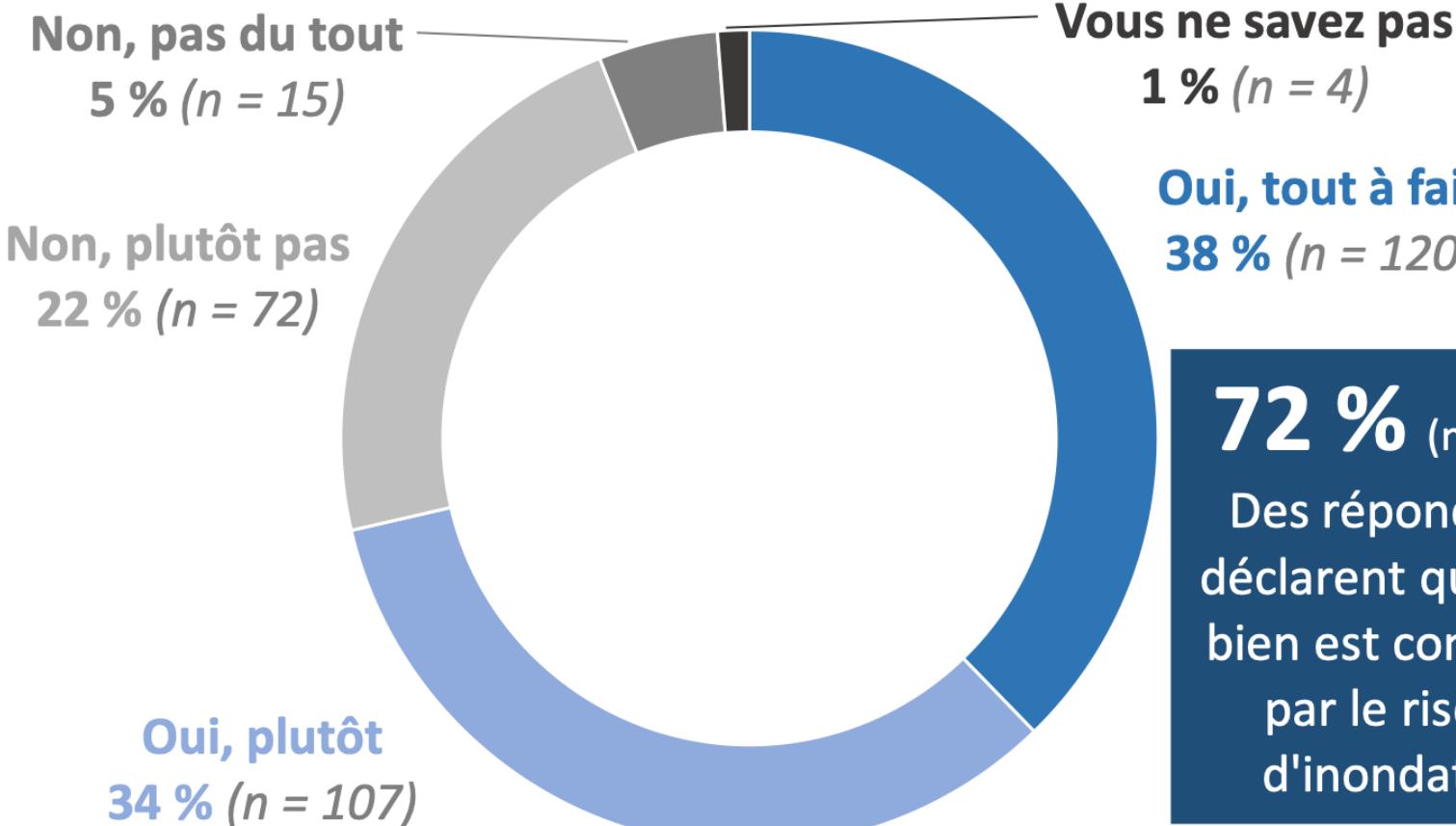
Posture analytique :

- Approche centrée sur la capacité d'action réelle des habitants
- Enjeu = conscience du risque + accès aux ressources nécessaires pour agir
- Question centrale :

« Quels éléments facilitent réellement le passage de la recommandation à la mise en œuvre ? »

Résultats : situation face au risque

"Considérez-vous que votre bien est actuellement concerné par le risque d'inondation ?"



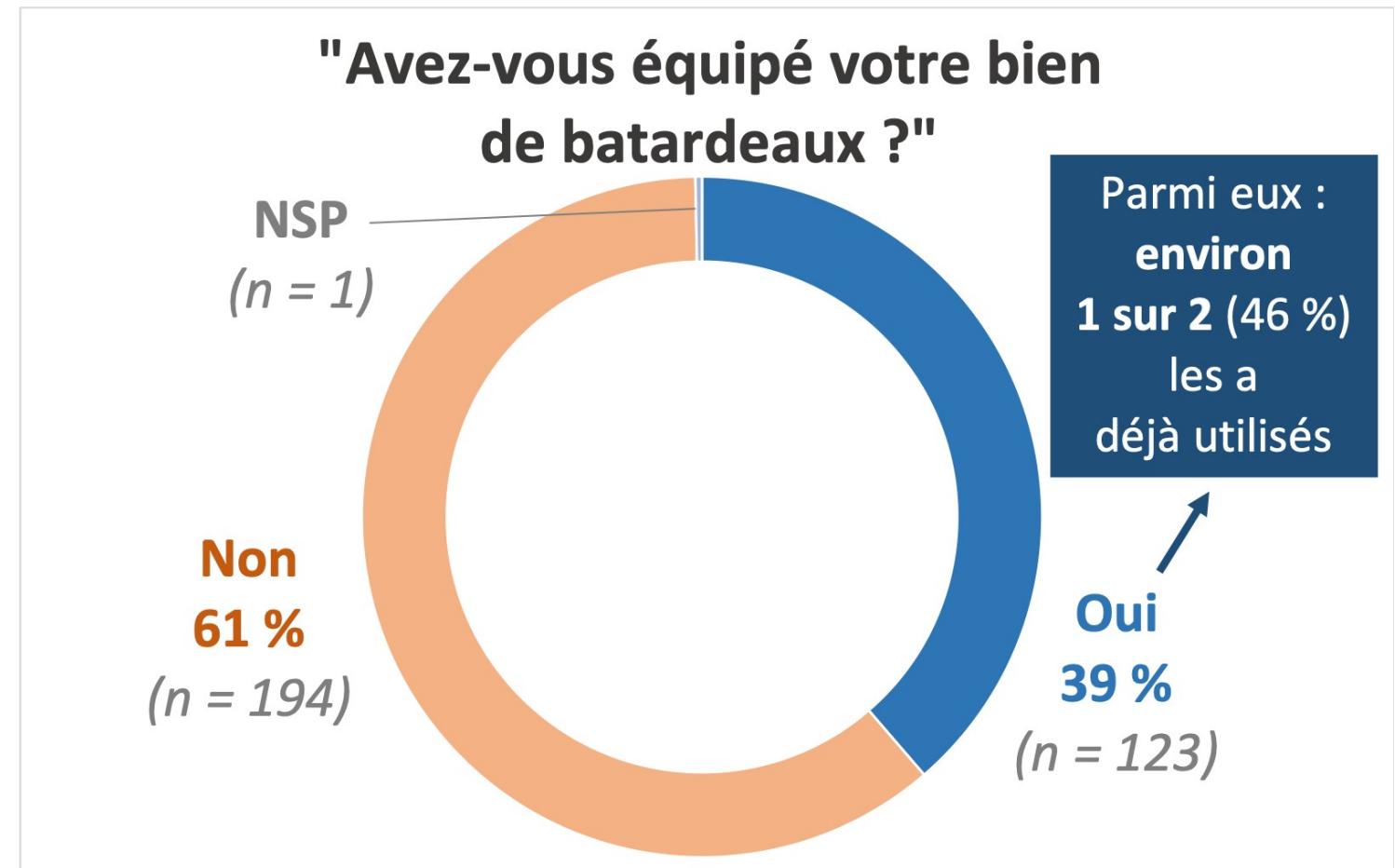
78 % ont reçu une recommandation d'installation

Dont 22 % : obligation réglementaire

Conscience du risque forte, mais passage à l'action limité

Raisons d'acquisition (39 %)

- 56 % : expérience de l'inondation
- 75 % ont agi après leur diagnostic
- 74 % ont été accompagnés
- 89 % ont reçu une aide publique (dont un reste à charge nul pour 1 sur 2)
- 86 % satisfaits et 97 % recommanderaient



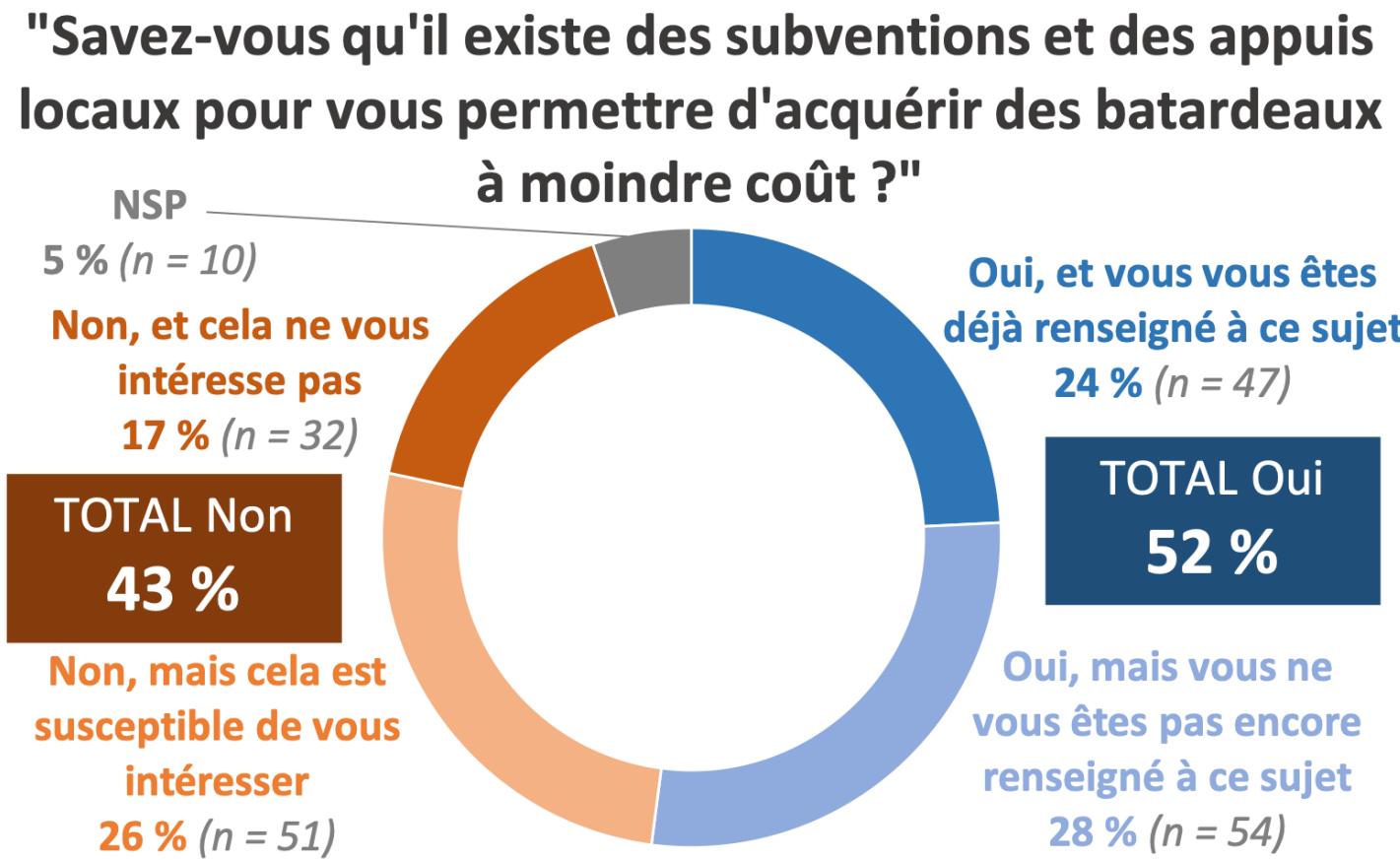
Source : NV

Quand aide + accompagnement = action possible et positive

Raisons de non-acquisition (61 %)

- 26 % : manque de moyens
- 41 % : minimisation ou déresponsabilisation
- 41 % : manque de ressources (financières / info / réseau)
- 43 % ne connaissent pas les aides

⚠ **Déficit de lisibilité des dispositifs**



Conditions d'accès à la protection

4 dimensions d'inégalités d'accès à la protection :

- Économiques
- Administratives
- Relationnelles
- Territoriales

Ce n'est pas une question de volonté, mais de conditions pour agir

Le batardeau est un outil **compris**, son adoption dépend des **conditions locales d'action**

Comprendre les conditions de mise en œuvre

- L'enjeu n'est pas la mesure, mais les **conditions nécessaires pour la mise en œuvre**
- Une préconisation implique plusieurs étapes pour l'habitant :
 1. Comprendre la recommandation / 2. trouver un installateur / 3. monter un dossier d'aide / 4. avancer les frais /
 5. gérer la pose et l'entretien
- Cela peut représenter un parcours **complexe** qui nécessite : **du temps, des ressources, de l'information, un appui local**

Différence de capacité d'action

- Les habitants ne sont **pas passifs**
- Leur **capacité d'action** diffère selon leur **situation** :
 - Contrainte
 - Accompagnée
 - Conditionnée
- Ce n'est pas une question de **volonté**, mais de **conditions d'accès aux ressources pour agir**

Ecarts territoriaux dans la capacité à agir

- L'**efficacité d'une préconisation** dépend fortement de l'**organisation territoriale**
- Ce qui fait la différence :
 - Accompagnement local
 - Aides lisibles
 - Installateurs identifiés
 - Frais limités
 - Démarches simplifiées
- Là où ces conditions existent :
 - > **l'action progresse**
- Sinon -> **la mise en œuvre est freinée**

Trois leviers d'action

Levier 1 : Cibler l'information

Mieux communiquer sur les aides

Levier 2 : Faciliter l'accompagnement

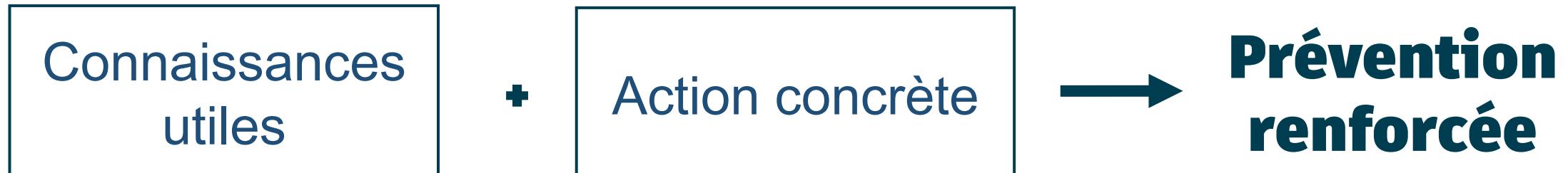
Guichet unique, installateurs identifiés

Levier 3 : Simplifier les démarches

Dossiers allégés, pas d'avance de frais

Une méthode reproductible grâce à la coopération

- Coopération = **clé de la réussite**
- Collectivités partenaires -> Accès aux bénéficiaires des diagnostics
- Panel significatif construit dans **l'intérêt commun**



Conclusion

2 enseignements majeurs :

1. Les habitants sont concernés, mais le passage à l'action pour la protection dépend des conditions offertes

2. La coopération territoriale est essentielle pour avancer ensemble sur les questions de prévention des risques

Merci pour votre attention

nicolas.verlynde@mayane.eu